



Communiqué de presse

Paris, le 17 mai 2024

17 mai, au travail comme ailleurs, luttons contre la LGBTIphobie !

Les attaques contre les personnes LGBTQIA+ se multiplient : appels à couper les financements du planning familial, attaques de centres LGBTQIA+, agressions physiques, campagnes de harcèlement envers les militant·es féministes et LGBTQIA+, infiltrations d'associations trans par des médias d'extrême-droite, publication du *Transmania* de Marguerite Stern et Dora Moutot aux éditions d'extrême-droite Magnus et dans le même temps la sénatrice LR Jacqueline Eustache-Brinio lance l'offensive anti-trans au Sénat en voulant interdire les bloqueurs de puberté.

Partis politiques - LR, RN et Reconquête en tête -, médias d'extrême droite, maisons d'édition, député·es et sénateur·ices, les discours réactionnaires sont de plus en plus décomplexés, et les inégalités perdurent dans tous les domaines : discriminations à l'emploi et au logement, inégalité des droits en termes de filiation, passage devant un juge pour les procédures de changement d'état civil pour les trans ...

Plus largement, au niveau international, les actes violents sont attisés et se multiplient dans des sociétés où la tolérance se développe à l'égard des personnes LGBTQIA+. Les lois LGBTIphobes reculent d'ailleurs à l'échelle mondiale, même si on constate leur retour dans les pays où l'extrême-droite accède au pouvoir.

Au travail aussi

Selon le dernier rapport de SOS Homophobie, la LGBTIphobie au travail ne régresse pas. Elle est majoritairement le fait de collègues ou de supérieurs hiérarchiques et se caractérise par du harcèlement, le rejet ou des insultes à l'encontre des LGBTQIA+.

Dès l'embauche et tout au long de la carrière, iels sont scruté·es, isolé·es et discriminé·es. Cela va des « blagues » ou propos homophobes ou transphobes, aux insultes jusqu'aux violences physiques. Cela démontre l'insuffisance, voire l'absence de prévention. Ces agressions, souvent quotidiennes et permanentes, ont des conséquences sur la carrière : refus de promotion, mutation subie, rupture de contrat...

De plus, selon une étude réalisée par l'IFOP et l'association l'Autre Cercle, 37% des personnes trans interrogées ont dit avoir subi une agression sur leur lieu de travail. Voir son identité de genre respectée n'est ni un caprice ni une mode, c'est un droit fondamental reconnu par la Cour européenne des droits de l'Homme comme une composante de la dignité humaine.

Les LGBTIphobies sont à l'origine de climats délétères et génèrent de la souffrance au travail pour les salarié·e·s LGBTQIA+, quand elles ne les privent pas tout simplement de l'accès à l'emploi.



La destruction des services publics, notamment de santé, entrave d'autant plus un accès aux soins déjà précaire. Les attaques envers l'école, portées par le gouvernement ou des organisations d'extrême-droite comme Parents Vigilants, génèrent un climat particulièrement hostile pour les élèves trans et non-binaires ! Reconnue comme un outil efficace pour lutter contre les discriminations LGBTIphobes, l'éducation à la sexualité est devenue un symbole systématiquement attaqué par les mouvements réactionnaires. Impensées par l'institution judiciaire, les personnes LGBTQIA+ sont mégenrées par ses acteurs et actrices, toujours soumis à la comparution à l'audience pour le changement de sexe à l'état civil ou surexposées aux violences en détention.

Face à leur haine, au travail comme ailleurs, la solidarité est notre force.

Les employeurs ont l'obligation d'assurer la santé et la sécurité physique et mentale des travailleurs et travailleuses et de sanctionner les actes discriminatoires.

Il est urgent de mettre en place une négociation annuelle obligatoire, des outils effectifs et contraignants de lutte contre les discriminations, de suivi et prévention des discriminations, du harcèlement, mais aussi, de former et sensibiliser les salarié-es et les directions sur ces questions afin d'obtenir l'égalité des droits et des environnements de travail inclusifs, sans stéréotypes de genre, ainsi que des mesures concrètes contre les violences au travail (prise en charge des frais d'avocats, mise en place de procédures d'enquêtes types, protection de la victime présumée sur le lieux de travail, etc...).

Ces leviers sont essentiels pour nos organisations syndicales pour gagner l'égalité des droits au travail !

Nous rappelons que lorsque l'extrême droite est au pouvoir, les droits de toutes et tous sont systématiquement remis en question. L'extrême droite prolifère en exacerbant les clivages et divisions de la société, en général, et des travailleurs et travailleuses, en particuliers, sur des motifs discriminatoires. Nos organisations syndicales sont extrêmement inquiètes quant au sort des personnes LGBTQIA+ migrantes.

En ce 17 mai, journée internationale contre les LGBTIphobies, nos organisations syndicales appellent le monde du travail à participer massivement aux rassemblements de soutien aux personnes trans et aux différentes Marches des Fiertés.